

9 juillet 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, notamment sur les négociations Est-Ouest sur le désarmement, les relations de la France avec les Pays de l'Est, l'intervention israélienne au Liban, Budapest, vendredi 9 juillet 1982.

Mesdames et messieurs,

- Je suis sensible à votre présence, non seulement se trouvent devant moi les journalistes venus de France à l'occasion de ce voyage, mais aussi des correspondants permanents, bien des journalistes appartenant à diverses nationalités et en-particulier des journalistes hongrois, que je salue avec plaisir.

- A l'issue de ces deux jours de voyage en Hongrie, je peux établir un bilan, un peu narratif, des conclusions politiques devant être tirées dans les jours, les semaines et les mois prochains. Comme toujours, dans ce type de voyage, se posent à la fois les problèmes de relations bilatérales entre les deux pays qui se rencontrent et leur attitude semblable ou divergente face aux problèmes du monde.

- Sur-le-plan de nos relations bilatérales, il est aisé de constater que si nous n'avons pas de contentieux particulier, nous n'avons pas non plus de relations actives et nous sommes convenus de les ranimer. Déjà des tentatives ont été faites dans un passé récent, et elles n'ont pas donné de résultats extraordinaires. Il y a du côté hongrois une attraction réelle de longue date pour les modes d'expression française, littéraires, artistiques et toutes les formes de création. Le courant est moindre du côté français, sans doute aussi parce que la langue magyare est, elle, une langue difficile à communiquer, mais je trouve que cela ne se justifie pas. Nous avons donc décidé de développer les instruments d'une meilleure communication : institut français, enseignement, traduction d'ouvrages, afin de mettre à la disposition des enseignants, des intellectuels, de toute personne désireuse de s'informer, le moyen de pénétrer la culture, la langue, les usages hongrois, cela sera fait en France en même temps que se développera, par les soins des autorités et des citoyens hongrois, une possibilité de meilleure connaissance, encore, de la culture française.

- Sur-le-plan des échanges commerciaux, c'est peu de chose, la Hongrie achète plus à la France que la France n'achète à la Hongrie. Les courants traditionnels ne portaient pas nos deux pays l'un vers l'autre : la Hongrie, du côté de l'Occident, a des liaisons commerciales réelles davantage avec l'Autriche, l'Italie ou l'Allemagne. Elle souhaite visiblement que la France s'y joigne. Elle a aussi des relations avec l'ensemble des pays de l'Est. Et personnellement, je souhaite, et les ministres qui m'accompagnaient y ont travaillé, je souhaite que la France fasse un effort pour qu'un certain nombre de productions, les réalisations hongroises, les technologies entrent davantage sur le marché français. Cela est tout à fait réalisable. Il faut simplement s'en occuper. Et l'on s'apercevra très vite que ce fond de bonnes relations entre nos deux pays pourrait se transformer en un échange actif, ce qui n'est pas indifférent sur-le-plan des relations de nos deux pays avec le reste du monde.\

Nous appartenons à deux systèmes différents, systèmes politiques, systèmes économique et social, mais nous avons des affinités et des intérêts communs. Quand ce ne serait que la

sauvegarde de la paix, là où nous nous retrouvons, dans les quelques enceintes où nous sommes l'un et l'autre, nous souhaitons définir les voies de la paix et de la sécurité collective. Tel est le cas à Madrid `CSCE`, à la suite d'Helsinki, tel est le cas dans les assemblées internationales, l'organisation des Nations unies `ONU` en particulier. Et nous avons échangé nos vues sur les problèmes européens. La détente ou la coexistence, le désarmement, l'équilibre des forces, à quelles conditions, comment. Je ne dirai pas que nous nous sommes découverts d'accord sur tous les plans mais nous avons pu suffisamment explorer nos positions respectives pour savoir que le champ est vaste où nous pouvons peser sur les décisions qui commandent la paix en Europe ou la paix du monde.

- Et nous avons parlé du reste, c'est-à-dire encore ce matin, des problèmes du Proche-Orient, mais aussi de beaucoup de questions qui occupent le monde, qui sont dans notre esprit et qui marquent qu'un peu partout, les conflits locaux ont tendance à se multiplier, à s'aggraver, suscitant, selon un thème que je développe souvent devant vous, l'intervention des super-puissances, ce qui n'est jamais un bien car tout, alors, est transformé ou traduit en termes d'affrontement entre les plus puissants, alors qu'après tout, il serait sage que les institutions internationales jouent leur rôle.

Je quitterai Budapest et la Hongrie avec le sentiment d'avoir établi avec les autorités hongroises et plus particulièrement avec M. le premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, que, je l'ai déjà dit, je rencontrais pour la troisième fois, M. Janos Kadar, d'avoir créé un lien qui m'autorisera, et l'autorisera, à entreprendre, demain ou après-demain ou dans les mois qui suivront, les démarches utiles pour que ce voyage se traduise dans les faits de notre vie quotidienne.

- Une meilleure connaissance des personnes, une meilleure connaissance des choses, ce sont des éléments indispensables à une action politique, c'est ce que nous avons fait. Bref, nous avons bâti les fondements d'une coopération dont j'attends beaucoup en raison de l'estime que je porte aux responsables de ce pays et de l'admiration que j'ai pour le peuple hongrois qui, à travers l'histoire, a su préserver son identité, bien qu'il ait traversé les épreuves que vous savez.

- Voilà, je n'ai rien d'autre à dire, étant à votre disposition pour approfondir telle ou telle question particulière.

QUESTION (Jozsef Havel, radio hongroise).- Monsieur le Président, quelles sont les chances que vous donnez à la détente ? A la fin de votre visite en Hongrie, comment évaluez-vous, que peuvent faire en-commun les Hongrois, les Français pour que le monde ne soit pas condamné à la tension ?

- LE PRESIDENT.- Je me garde des évaluations. Je me garde des évaluations qui ressembleraient à des prophéties. Je pense que l'intérêt des partenaires adverses, c'est de négocier. C'est leur intérêt commun. Si chacun en a pleinement conscience, on ira vers une négociation réussie. La question reste posée, si les deux partenaires adverses sont décidés à parvenir à l'équilibre des forces, alors que demander de plus ? L'équilibre des forces est pour l'instant la garantie de la paix. Mais cette appréciation est difficile, elle relève du monde des experts, des connaisseurs, elle ne peut être jugée en fin de -compte que par des politiques. C'est à quoi sert une négociation. A priori, chacun des deux groupes accuse l'autre d'avoir provoqué le désordre, d'être menaçant. Il faut tout mettre sur la table. Si la négociation ne réussit pas, il y aura la mise en place des plans annoncés de part et d'autre. Il y aura installation des pershing 2, alors, il y aura renforcement du potentiel militaire soviétique. Bref la course reprendra vers le surarmement car il faut être modeste dans nos appréciations, le débat ne porte pas tant sur le désarmement que sur une diminution du surarmement, je crois donc que la négociation doit aboutir parce que, je le répète, il y va de l'intérêt de ceux qui se rencontrent à Genève, comme il y va de l'intérêt de tous les autres.

` Suite réponse ` négociations sur le désarmement `

- La deuxième question contenue en une seule était celle-ci : pensez-vous que des pays comme la Hongrie et la France puissent peser sur l'issue de la négociation ? Je crois que oui. Les superpuissances sont obligées de tenir compte de l'opinion internationale et si dans, de chaque

cote des systèmes d'alliance comme c'est le cas de la Hongrie et de la France, les pays sages, sans doute loyaux, dans le cadre de leurs alliances, mais, ayant une diplomatie autonome, indépendante - c'est le cas de la France - et pesant de toute leur sagesse et de leur expérience, s'ils sont de bon conseil, s'ils prennent des initiatives - et pour ce qui touche à la France, ces initiatives ont d'autant plus de force que c'est un pays doté d'une défense dissuasive, autonome - alors cela compte dans le jeu international.

- Et j'entends bien faire jouer l'importance militaire, diplomatique de la France, dans le sens de la négociation, étant bien entendu que pour moi la négociation ne correspond pas, ne peut correspondre à l'abandon des dispositifs de sécurité indispensables. Le rapport de force sous forme d'équilibre ne peut pas commencer par la destruction du système de sécurité de l'un ou l'autre groupe, comme il arrive qu'on le demande ici ou là. Donc, beaucoup de fermeté liée au souci de négocier me paraît être le seul moyen de parvenir au succès. Puis, il appartient à chacun de nos pays de se faire l'interprète le plus juste des besoins et des volontés de l'humanité qui sait bien, qui pressent ce que serait le prix d'une guerre, oui, cette fois-ci, serait une guerre nucléaire, ceux qui ont souffert de la guerre, c'est le cas de nos deux pays, sont bien placés pour exprimer l'opinion publique internationale et pour l'alerter.

QUESTION (Gabriel Meretik, TF 1).- On a présenté votre visite sous deux aspects. On a dit d'abord que c'est la première visite d'un chef d'Etat français dans ce pays depuis, disons huit siècles, on a dit également, c'est la première visite du président François Mitterrand dans un pays de l'Europe de l'Est. Lequel de ces deux aspects vous paraît aujourd'hui le plus important ?

- LE PRESIDENT.- Il se trouve que les choses se rencontrent ... le fait que je sois le premier chef d'Etat français en exercice, à venir en Hongrie, ça, ce n'est pas de mon fait. Il ne tenait qu'aux autres d'y venir avant moi. C'eût été d'ailleurs préférable, quant à être, quant à venir ici, parce que je tiens à établir de bonnes relations avec la Hongrie et parce que je trouve bon, en effet, de réaliser mon premier voyage dans un pays de l'Est en passant par la Hongrie, ça c'est de mon fait.

- Il y a donc, une première donnée qui est objective, à laquelle je ne puis rien, enfin si j'y pouvais quelque chose en venant, et l'autre qui est subjective.

` Suite réponse ` voyage en Hongrie `

- Je pense que c'est de bonne politique que d'agir ainsi en allant dans un pays qui a fait preuve d'une démarche originale, intéressante et finalement productive, dans un pays où l'on sent bien que la population est en route sur la voie du progrès et le sent, dans un pays où l'on aperçoit, autant qu'on puisse l'apercevoir, bien entendu, mais pourquoi ne pas faire confiance, on aperçoit que les règles du droit public comptent dans l'évaluation du gouvernement.

- Voilà des raisons que je crois importantes, indépendamment du fait qu'il est bon pour la France d'être un peu plus proche de ce monde resté pendant si longtemps lointain d'elle, loin, un peu inconnu, un peu ésotérique. La Hongrie fait partie de l'Europe depuis plus de mille ans, en tant que peuple d'abord, en tant que nation, qu'Etat, Etat bouleversé par des circonstances historiques, qui sont présentes dans vos mémoires.

- Voilà, j'essaie de répondre à vos deux questions mêlées. J'ai toujours voulu maintenir le dialogue de la France avec les pays de l'Est, simplement, j'ai horreur de la confusion et qu'on puisse imaginer que ces démarches seraient dictées par je ne sais quel souci d'accepter a priori les façons de faire ou les agissements du pays leader des pays de l'Est. Mais avec ce pays aussi, la France doit entretenir un dialogue. C'est l'histoire qui le veut, c'est notre intérêt commun.

- Je ne suis pas venu en Hongrie afin de faire faire des commissions. Je viens voir ici le premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois et les responsables de l'Etat hongrois considéré comme un Etat, en tant que tel et non pas comme un commissionnaire, même si je peux penser qu'un certain lien existe entre la Hongrie et les pays comme l'Union soviétique. Ce ne serait pas, je le crois, une débauche d'imagination de ma part que de le penser, mais, enfin, ce n'est pas fait pour ça.

QUESTION (AKOS Moldovanyi, TV hongroise).- Monsieur le Président, ce matin vous avez fait connaissance de quelques valeurs de la culture hongroise. A la fin des négociations, quelles sont les possibilités plus concrètes que vous vovez pour faire mieux connaître en France les valeurs de

la culture, de la littérature hongroise ? De quelle manière ?

- LE PRESIDENT.- Nos ministres de la culture hongroise et française se sont entendus sur le développement d'instituts spécialisés pour la diffusion de nos cultures, sur la création de chaires d'enseignement, ce serait le cas dans deux universités, pour commencer, en France : une Paris et l'autre à Lyon.

- Déjà, la traduction de quinze ouvrages de littérature hongroise sera soutenue dans les semaines qui viennent. Quand on voit, comme je l'ai vu à l'exposition de ce matin, la somme d'ouvrages français, classiques et modernes traduits en Hongrie, diffusés, achetés, répandus dans le public, et la modicité des oeuvres hongroises qui connaissent le même sort en France, je pense que nous avons du retard à rattraper. C'est ce que nous allons faire et les ministres en ont parlé sérieusement. Voilà un point de départ, sans parler des expositions de peinture ou de sculpture. Pourquoi est-ce qu'il n'y aurait pas un Paris - Budapest et un Budapest - Paris comme il y a eu un Paris - Moscou, comme il y a eu une série de rencontres de capitale à capitale, au-cours de ces dernières années ? Vous avez certainement assisté à certaines d'entre elles, comme cela a été mon cas à Beaubourg.\

QUESTION (correspondant de l'agence Wafa, OLP).- Monsieur le Président, tous les hommes épris de liberté dans le monde entier se penchent devant Oradour, en Palestine et au Liban, la conscience du monde doit déjà faire face à plusieurs Oradour. Vous, en tant que représentant du peuple glorieux épris de liberté et révolutionnaire, héritier et grand représentant de ce peuple, que souhaitez-vous entreprendre, faire dans l'intérêt du peuple palestinien au moment où l'administration américaine et les leaders sionistes envisagent d'anéantir, d'annihiler ce peuple ?

- LE PRESIDENT.- Quel est l'organe de presse qui m'interroge ?

- REPONSE.- Wafa, agence de presse de Palestine.

- LE PRESIDENT.- Il m'est aisé de vous répondre que la politique de la France réprovoque toute intervention d'un pays dans les affaires d'un autre et a fortiori, toute intervention violente, toute intervention militaire. Le propre des interventions militaires, lorsqu'elles rencontrent une résistance c'est de provoquer comme vous dites des "oradour". Pas plus que n'ai accepté l'oradour provoqué par l'occupation allemande en France, pas plus je n'accepterai les "oradour", y compris à Beyrouth, pas plus que je n'accepte les éventuels "oradour" dans tous les conflits qui obéissent à la même terrible logique. C'est pourquoi j'ai condamné, par exemple, une intervention comme celle en Afghanistan.

- Et la liste d'ailleurs serait longue, tragiquement longue, depuis la dernière guerre mondiale, des interventions de ce type. Faut-il parler de ce qui se passe en Afrique australe ? Faut-il parler des conflits au Sahara occidental ? Faut-il évoquer les menaces qui pèsent sur l'Amérique centrale ? Mon attitude est la même partout. C'est pourquoi, j'ai réprovoqué l'intervention israélienne au Liban, c'est pourquoi j'ai souhaité que le Liban retrouve l'exercice de sa pleine souveraineté, qu'il retrouve son unité et son intégrité, ce qui suppose que ce pays cesse d'être le champ clos où règlent leurs comptes des armées étrangères.\

` Suite réponse ` conflit Israel Liban `

- Par-rapport au fait tout à fait précis, réel et circonscrit de la présence de l'armée israélienne à Beyrouth, vous savez que la France a pris l'initiative d'un projet de résolution au conseil de sécurité `ONU`, demandant que les adversaires s'écartent de cette ville, au-moins dans un premier temps pour assurer la vie et la sauvegarde de ceux qui se trouvent à Beyrouth, non seulement civils libanais mais aussi soldats palestiniens, en recommandant aux uns et aux autres de s'écarter de la ville sur des points préparés, tandis qu'une force neutre s'intercalerait, en attendant de négocier les conditions du retrait, plus lointain et plus définitif.

- Cette résolution a été écartée par le veto américain, bien qu'elle eut reçu sur quinze votants, quatorze suffrages favorables. Nous avons par contre obtenu un meilleur succès au conseil de sécurité pour que soient prises des mesures de sauvegarde humanitaires qui n'ont guère été écoutées cependant. Pour passer du droit au fait, il y a toujours une certaine distance, et nous sommes restés en contact là-bas, à la fois par nos diplomates et aussi parce que, comme vous le savez, dans la force internationale qui se trouve actuellement au Liban `FINUL`, se trouve un

bataillon français.

- Au Liban, nous ne voulons agir, nous français, qu'à partir du moment où le gouvernement légitime de ce pays le sollicite, nous estimons n'avoir pas à nous substituer à lui. Nous gardons, bien entendu, notre liberté d'action diplomatique. C'est ce que nous venons de faire, en compagnie de l'Egypte par le dépôt d'un autre projet de résolution actuellement à l'étude, actuellement discuté, par différents pays actuellement à New York. Cette résolution va dans le même sens.

- L'idée générale, c'est que les combattants effectuent un retrait, sans prétendre régler le problème du rapport de force et de la guerre ou, au moins, que l'on desserre l'étreinte sur Beyrouth, que l'on sauve la vie de ceux qui s'y trouvent, que l'on ne voie pas précisément des oradour se multiplier à Beyrouth-Ouest, dans l'ensemble du Liban. A cet égard, nous avons reçu communication de la plupart des états arabes, qui ont confiance dans la France pour qu'elle exerce un rôle dans le sens de l'équité et la plupart de ces pays demandent que la France exerce ce rôle-là, de même que l'OLP a constamment demandé au gouvernement français de faire peser son poids dans ce sens, ce qu'il était inutile de nous demander. Mais si on nous le demande, il nous est facile de répondre que telle est notre position elle est constante.\

` Suite réponse ` conflit Israel - Liban `

- Nous avons reconnu, vous le savez depuis maintenant bien longtemps l'existence de l'Etat d'Israel. Nous avons toujours souhaité depuis cette époque, c'est-à-dire depuis 1948, qu'Israel dispose des moyens de son existence. Nous avons toujours regretté que les Etats arabes ne reconnaissent pas l'existence de cet Etat. Nous avons souhaité, je l'ai dit moi-même à la Knesset, une reconnaissance mutuelle et préalable des combattants pour que s'ouvre une négociation. Je regrette que cela n'ait pas été fait.

- Mais j'ai également toujours précisé que je pensais qu'historiquement, cela était juste, que les palestiniens disposent d'une patrie, dont le centre évident est la Cisjordanie, où ils exerceraient les droits de tout peuple, où ils bâtiraient les structures de leur choix. On n'en est pas là pour l'instant. On est dans une situation de drame, à Beyrouth, après une invasion par un pays d'un autre et peut-être à la veille de connaître le choc violent et la perte et la mort de milliers de gens.

- Il faut que les palestiniens, c'est l'intérêt de tous, y compris d'Israel, puissent non seulement survivre. Ils survivront toujours. Les peuples doués de cette vitalité, de cette force, de cet amour de leur terre, ne disparaissent pas, même après une bataille perdue. Il faut que chacun comprenne, et d'abord Israel, que c'est l'intérêt de tous, et que c'est son intérêt, au moment même où il semble remporter un succès militaire. C'est peut-être précisément que ce moment est le bon pour mieux comprendre le devenir historique.\

` Suite réponse ` conflit Israel - Liban `

- En tout -état de cause, la France souhaite qu'Israel s'écarte, qu'il quitte le Liban, pour l'instant Beyrouth, que les Israéliens s'accordent avec tous les gens raisonnables pour qu'intervienne une pratique réelle du cessez-le-feu déjà plusieurs fois édicté. Que les palestiniens puissent être en sécurité dans un dispositif établi d'un commun accord, qu'ils y disposent non seulement de la vie, mais de l'honneur des combattants. Il ne faut procéder ni à leur extermination, cela va de soi, ni à leur humiliation qui n'apporte rien à personne.

- Je le répète, un succès militaire n'apporte en soi aucune solution durable. Il faut que des forces neutres s'intercalent, comme il serait souhaitable que plus tard, si le gouvernement libanais en donne son accord, une large zone soit sous contrôle international. Quel est le meilleur contrôle international que celui de l'organisation des Nations unies ` ONU ` ? Ou bien qu'elle délègue ce droit à toute organisation particulière. En tout cas, il y en a déjà une sur le terrain ` FINUL `, dont l'efficacité n'a pas été démontrée mais qui pourrait être dotée de nouveaux moyens et d'une nouvelle compétence.

- Voilà notre -état d'esprit. Nous avons, je crois, la confiance du monde arabe, c'est peut-être vers notre pays que se portent le plus aujourd'hui les regards, et je le répète, des regards de confiance, peut-être parce que la France a montré dans une autre situation qu'elle était capable de dire ce qu'elle pensait sans souci de déplaire aux uns et aux autres, chaque fois qu'elle s'est

adressée aux antagonistes du Proche-Orient. C'est parce que nous avons reconnu le droit d'Israël, parce que nous reconnaissons le droit du peuple palestinien sans craindre les violences, les reproches ou les malentendus, que le jour vient où les uns et les autres croient et continueront de croire, ou commenceront de croire en la parole de la France et dans l'utilité de son rôle.

QUESTION (G. Bortoli, Antenne 2).- Monsieur le Président, vous avez indiqué que votre visite ici avait un intérêt évident en ce qui concerne la reprise du dialogue est-ouest. Pourriez-vous nous préciser dans quelle mesure ce dialogue peut être poursuivi, élargi, en ce qui concerne en particulier les rapports franco-soviétiques et qu'est-ce qui, à vos yeux, empêche ce dialogue entre Paris et Moscou de reprendre immédiatement sur-un-plan plus élevé, par exemple, avec une rencontre entre vous-même et M. Brejnev ?

- LE PRESIDENT.- Votre dernière remarque donne son véritable éclairage à votre question, sans quoi, j'allais vous répondre : "mais ce dialogue existe". Il y a dialogue entre les ministres des relations extérieures ou affaires étrangères. M. Claude Cheysson ` ministre des relations extérieures ` a rencontré pour la deuxième fois récemment M. Gromyko, par exemple. Il y a des échanges de messages entre M. Brejnev et moi, j'en ai encore reçu un tout à l'heure. Il y a de multiples contacts par le canal de nos ambassades. Nous avons eu des échanges à propos du vol des spationautes. Nous avons des échanges commerciaux et vous savez bien que des échanges commerciaux sont toujours le support d'un dialogue politique. On ne peut donc pas dire qu'il n'y a pas comme on le prétend ici ou là, qu'il n'y a pas de dialogue entre l'Union soviétique et la France.

` Suite réponse ` rencontre Mitterrand - Brejnev `

- Le problème est de savoir s'il convient de procéder en montant un barreau de l'échelle du dialogue comme vous venez de le suggérer. Une rencontre entre ceux qui exercent les fonctions suprêmes dans leurs pays respectifs. Alors, là intervient toute une symbolique. Lorsqu'on dit : "mais on était prêt à se rencontrer, pourquoi cela ne se produit-il pas ?", on fait là trop facilement l'impasse sur les événements d'Afghanistan et de Pologne.

- Oh, certes la France doit historiquement toujours songer que la Russie, devenue Union soviétique, fait partie éminemment de ce que l'on a coutume d'appeler l'équilibre mondial et particulièrement de l'équilibre en Europe, d'autant que nous sommes parmi les rares puissances qui disposent en Europe de l'arme nucléaire. Et je ne néglige rien pour cela, mais puisqu'il s'agit de symbolique, alors je souhaite qu'interviennent aussi un certain nombre de mesures qui dépassent le symbole et qui marqueraient le souci de revenir à un système plus respectueux, notamment en Pologne, des droits syndicaux, par exemple.

- Bref, il faut, si l'on parle de symbole, qu'il y ait des signes mais par dessus ces choses, il y a l'intérêt de nos peuples et je garde toute liberté sur mon appréciation de ce que l'on appelle l'opportunité.

- Quand je jugerai, il en ira de même pour M. Brejnev bien entendu, quand il jugera, que l'intérêt de la paix dans le monde et l'intérêt de l'Europe peuvent justifier un échange de vues direct, cet échange de vues aura lieu. J'ai toujours dit et je le répète ici, que j'ai souhaité la négociation, mais pas dans la faiblesse ou dans l'obscurité, dans la clarté et dans la fermeté de nos positions.

- Mon devoir est de veiller à ce que toutes les conditions de notre sécurité soient assurées. Et cela commence par le rapport de force. Il ne faut pas que cette fermeté exclue le dialogue. Et c'est sur cette voie étroite que je compte avancer.